

Europe

PRIMAIRES : TOP DÉPART

Beatrice Biagini

13/09/2012

En Italie, la course pour les primaires du Partito Democratico est lancée, avec l'ouverture de la campagne par le très populaire maire de Florence Matteo Renzi, qui mène une nouvelle génération de cadres dirigeants du parti.

C'est parti.

Certains disent que c'est le maire de Florence, Matteo Renzi, qui a déclenché la course des primaires du centre-gauche en Italie. Celui-ci a annoncé unilatéralement le début de sa campagne pour le leadership de la coalition de centre-gauche pour le 13 septembre 2012.

Matteo Renzi a 37 ans. Il avait remporté les primaires pour être le candidat du Partito Democratico (PD) à la mairie de Florence en février 2009, avec 40,52 % des voix, contre les « éléphants » locaux du parti. Parmi ces candidats se trouvait Michele Ventura, l'un des hommes les plus proches de Massimo D'Alema en Toscane, qui n'avait obtenu qu'un peu plus de 12 %. Au second tour des élections municipales de Florence de 2009, Matteo Renzi a gagné avec 59,9 % des voix contre le candidat de droite Giovanni Galli, un ancien footballeur de la « Fiorentina » (et gagner contre un footballeur de la Fiorentina à Florence... c'est du travail !). Aujourd'hui, Matteo Renzi est très populaire, figurant même, selon une étude Datamonitor de fin juillet 2012, au troisième rang des maires des villes métropolitaines les plus appréciés avec 58,4 % d'opinions favorables, après Luigi de Magistris à Naples (65,2 %) et Piero Fassino à Turin (61 %).

Depuis sa victoire, Matteo Renzi s'est donné une mission : battre les anciens du parti et installer au parlement des gens comme lui – jeunes, motivés et surtout qui pensent à l'avenir comme une opportunité et non plus comme un problème. Massimo D'Alema, Walter Veltroni et Rosy Bindi représentent pour lui le symbole d'un centre-gauche qui ne gagnera jamais, même après avoir épuisé tout le panorama des logos – chêne, olivier, marguerite.

Cette semaine, Matteo Renzi fait le tour des fêtes du Parti Démocrate (les « Feste Democratiche ») de l'Italie en essayant de ne pas croiser Pier Luigi Bersani sur la route. Entre Florence et le tour d'Italie en camping car, il a trouvé deux jours pour aller à la Convention américaine en Caroline du Nord, apporter son soutien à Barack Obama et participer à une table ronde avec les maires d'autres villes américaines et européennes. L'invitation est venue de John Podesta, président du Center for American Progress, un think tank libéral de Washington, et de Madeleine Albright, ancienne secrétaire d'Etat à l'époque de Clinton. Une invitation d'autant plus légitime que Matteo Renzi parle

anglais et est reconnu comme un bon communicateur.

Dans la lutte pour les primaires et contre l'ancienne classe dirigeante, Matteo Renzi n'est pas seul. A ses côtés, beaucoup de dirigeants locaux du PD : des conseillers régionaux (comme Pippo Civati, un autre jeune « rottamatore » – les « metteurs à la casse », qui se rassemblent autour du projet de changement générationnel de la direction du parti), le président de l'Assemblée de l'Emilie-Romagne (le fief de Pier Luigi Bersani) et des conseillers municipaux des villes clés pour le PD comme Bologne, Milan, Bari, Naples.

Mais la génération des trentenaires/quarantenaires (les « T/Q ») n'est pas unie pour autant. Les « Jeunes-Turcs » (comme les médias italiens appellent les dirigeants de trente-quarante ans fidèles à la ligne du premier secrétaire du PD) seront aux côtés du candidat Bersani, n'ayant pas, peut-être, le courage de soutenir l'adversaire interne.

Quant aux sondages, une étude Ipr-Marketing/Tg3 donne Pier Luigi Bersani à 40 %, Matteo Renzi à 28 %, Nichi Vendola à 25 %. Mais les sondages commandés par Matteo Renzi sont bien plus généreux. Ce n'est pas par hasard que son chef d'équipe est Giorgio Gori, ancien manager de Mediaset.

Pier Luigi Bersani, premier secrétaire du Partito Democratico, a quant à lui confirmé sa position officielle depuis le début de l'été : les primaires sont la solution pour le choix du leader aux prochaines élections. Il en est tellement convaincu qu'il a ouvert la compétition en annonçant que tout candidat sera le bienvenu, même sans être issu du parti. Depuis quelques semaines, la question de sa candidature ne se pose pas : en tant que premier secrétaire du Parti, il en est, de par les statuts, le candidat. Il ne répond ainsi pas aux questions qui lui sont posées sur Matteo Renzi, considérant l'emploi et la crise comme ses priorités.

Mais le nombre d'autres candidatures, lors de l'ouverture des primaires prévues pour novembre 2012, n'est pas encore connu, tout comme l'ampleur de ces primaires. Antonio Di Pietro, l'ex-magistrat qui avait conquis l'Italien fâché contre la « casta » des politiciens, s'est déclaré dernièrement hors jeu, en disant qu'il ne sera jamais aux côtés d'un parti qui soutient le gouvernement Monti. Il concourra seul en 2013. Pour l'instant.

Nichi Vendola, gouverneur des Pouilles, est candidat pour « Sinistra, Ecologia e Libertà », le parti de gauche qui s'était formé lors de la division intervenue au sein du Parti communiste italien. Il s'est dernièrement convaincu de l'importance d'une alliance entre les différentes composantes de la gauche italienne et reste fidèle pour le moment à l'accord avec Pier Luigi Bersani : tous les deux se présenteront face aux électeurs lors des primaires, le gagnant sera le leader de toute la coalition, et il n'y aura pas de rupture ensuite. L'idée, une première pour Nichi Vendola, est de poser sa candidature pour gouverner le pays et non pas pour rester dans l'opposition.

Reste à connaître la manière dont Nichi Vendola et Pier Luigi Bersani sauront concilier leurs positions sur l'après-Monti. Le premier secrétaire des démocrates en est sûr : selon lui, la continuité avec le gouvernement Monti est le seul moyen pour l'Italie d'être un pays qui soit

européiste et pro-européiste. Pour Nichi Vendola, au contraire, la position est claire : « Non au Monti bis ». Mais ils demeurent d'accord sur une chose : l'Italie, avec l'Europe, a besoin de plus de gauche.

On attend la date des primaires, mais aussi les limites de la coalition.